



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERROPEM MONTRICHER

B.P. 1 – 73 870 LES KARELLIS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2024 dans l'établissement FERROPEM MONTRICHER route des Karellis 73 870 Saint-Julien-Mont-Denis. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'accident relatif à la fuite de la cuve du four de fusion 4 survenu dans la nuit du jeudi 23 mai au vendredi 24 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROPEM MONTRICHER
- Route des Karellis 73 870 Saint-Julien-Mont-Denis
- Code AIOT : 0006104426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Montricher de la société FERROPEM se situe dans le département de la Savoie, dans la vallée de la Maurienne, sur la commune de Montricher-Albanne, en rive gauche de la rivière Arc. Elle a été créée en 1914 et emploie aujourd'hui environ 180 personnes. Elle est spécialisée dans la fabrication de silicium et de fumée de silice destinés respectivement :

- à l'industrie chimique (silicium - 42% du volume de production);
- à l'industrie métallurgique (silicium - 18% du volume de production)

- à la fabrication des bétons et mortiers hautes performances (fumées de silice - 40% du volume de production).

Les installations de l'usine de Montricher comprennent principalement :

- des fours électriques (fours 4, 5 et 6 - puissance respective de 15, 15 et 20 MW) dans lesquels s'effectue la réduction du quartz en présence de houille, de coke et de bois ;
- des installations de broyage / concassage de silicium ;
- des stockages de matières premières et de produits finis.

Les installations sont mises à l'arrêt annuellement entre janvier et mars dans le but de réaliser diverses opérations de maintenance (période annuelle de grand entretien - 6 M€ d'investissements réalisés en 2023).

Les matières premières sont acheminées sur le site par transport ferroviaire (houille et quartz) ou par camions (bois). Les expéditions sont exclusivement réalisées par transport routier.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2008 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 14/08/2014, 13/01/2016, 19/11/2019 et 29/06/2022.

La prise de poste du directeur et du responsable QHSEE de l'usine de Montricher en 2022 fait suite à l'absence d'un responsable environnement pendant environ un an et demi ainsi qu'à un contexte de crise économique difficile.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accident survenu dans la nuit du jeudi 23/05 au vendredi 24/05/2024 au sein de l'usine de Montricher a conduit au déclenchement des secours externes et a été maîtrisé dans la journée du vendredi 24/05/2024.

Cet accident n'a pas engendré d'impact environnemental avéré.

Il est désormais attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'inspection des installations classées la fiche de notification d'incident/accident renseignée de façon détaillée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : En amont de la visite d'inspection: Un accident est survenu dans la nuit du jeudi 23/05/2024 au vendredi 24/05/2024 au droit du four 4 et a conduit à une fuite de silicium en fusion. L'inspection des installations classées a été notifiée par les messages transmis à la cheffe de l'unité

interdépartementale des 2 Savoie par l'astreinte du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) de la préfecture de la Savoie et par le Commandant des Opérations de Secours (COS) du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) qui était présent sur le site de l'usine de Montricher.

L'équipe d'astreinte de la DREAL Auvergne Rhône Alpes n'a pas été sollicitée dans le cadre de cet accident.

Les informations relayées par le SIDPC et par le SDIS faisaient état de la situation au sein de l'établissement, des moyens mis en oeuvre, de l'absence de victimes et des différents scénarii envisageables ([cf. éléments détaillés en annexe 1 du présent rapport](#)).

Suite à ces 2 messages de notification, l'inspection des installations classées a échangé avec le directeur de l'établissement aux alentours de 8h10.

L'exploitant a confirmé que l'accident était lié à une fuite de silicium en fusion au droit de la cuve du four 4 et a précisé qu'il n'y avait à cette heure pas de départ de feu. Il a ajouté que l'ensemble des 3 fours avaient été mis à l'arrêt et qu'une levée de doute était en cours par le SDIS suite à la coupure électrique. Il a également informé l'inspection des installations classées qu'il serait probable de redémarrer le four 6 dans la journée et que le redémarrage du four 5 serait conditionné aux conclusions de la levée de doute.

L'inspection des installations classées a été informée aux alentours de 13h30, suite à un appel du Centre de Traitement des Alertes (CTA) des points suivants: intervention du SDIS terminée, surveillance des installations sous la responsabilité du directeur de l'établissement, fuite stoppée et refroidissement du silicium en cours, redémarrage du four 6 effectué.

Par courriel transmis à l'inspection des installations classées aux alentours de 18h10, le directeur de l'établissement a transmis les informations suivantes: four 4 mis en sécurité et absence de départ de feu, four 5 maintenu à l'arrêt (câbles communs entre le four 4 et le four 5 brûlés), fonctionnement normal du four 6, réparations du four 5 envisagées la semaine suivante (durée prévisionnelle d'une semaine), pas d'estimation possible de l'ampleur des dégâts au droit du four 4 (métal présent sous la cuve encore trop chaud pour permettre la poursuite des investigations).

Lors de la visite d'inspection:

L'inspection des installations classées a échangé avec le responsable QHSEE et le directeur de l'établissement à propos de la chronologie de cet accident: événements, horaires, décisions, etc. ([cf. éléments détaillés en annexe 2 du présent rapport](#)).

L'exploitant a en particulier indiqué les points suivants:

- détection de fumées au droit de l'escalier d'accès au tunnel implanté sous les fours 4 et 5 lors de la ronde réalisée par le chef de poste lors de sa prise de fonctions vers 4h37 ;
- tentative infructueuse de maîtrise d'un éventuel départ de feu par la mise en oeuvre des extincteurs disponibles ;
- déclenchement des secours externes et du Plan d'Opérations Interne (POI) vers 5h05 ;
- plusieurs vagues de reconnaissance par les secours externes ont été réalisées dans les sous-sols du bâtiment de production ;
- départ des secours externes vers 11h30 ;
- absence de départ d'incendie et absence de mise en oeuvre d'eaux d'extinction (pas de pollution avérée de l'environnement) ;
- récupération et traitement du métal ayant fuité de la cuve à envisager ;
- un accident similaire a été recensé dans un établissement du groupe FERROPEM implanté en Espagne (l'exploitant est en attente du retour d'expérience suite à cet accident qui serait survenu au début des années 2010) ;
- four 6 en fonctionnement, réparations estimées à une semaine pour le four 5, investigations et réparations estimées à 1 à 2 mois pour le four 4.

La visite sur le terrain n'a pas permis à l'inspection des installations classées de s'approcher du four 4. Un contrôle a cependant été réalisé au droit du four 6 pour prendre connaissance de la configuration des équipements de fusion du silicium (présence des tunnels en sous-sol,

implantation de la cuve, etc.). Lors du contrôle sur le terrain, les investigations/réparations étaient en cours au droit du four 5.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport relatif à l'incident survenu au droit de la cuve du four 4. Un modèle de rapport est pour rappel disponible via le lien internet suivant:</p> <p>https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wp-content/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf</p> <p>Il est en particulier attendu de la part de l'exploitant qu'il apporte des précisions à propos des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaîne d'alerte (secours, inspection, etc.) ; • déclenchement du POI ; • retour d'expérience de l'accident ayant eu lieu au sein de l'établissement espagnol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours